

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs »

Vous venez d'être élus ou réélus députés à l'Assemblée Nationale. Désormais, vous avez le pouvoir de transformer la politique. Je choisis de commencer par la phrase prononcée par Jacques Chirac lors du IV^e sommet de la Terre, en 2002, à Johannesburg, pour vous montrer que l'écologie et la protection de la Planète sont notre affaire à tous, au-delà des clivages politiques.

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables. »

Je suis ingénieur de formation, militant associatif et lanceur d'alerte dans le domaine de l'écologie depuis plus de 30 ans. J'ai à mon actif plus de 3.000 articles de presse, 1.000 animations dans les écoles, collèges et lycées et des centaines de conférences. Aujourd'hui, c'est dans cet esprit que je vous envoie cette lettre ouverte à vous, élus de l'Assemblée Nationale, pour apporter une contribution sur une thématique d'actualité : **le climat et les incendies**.

Des forêts et des animaux réduits en cendres...

Avant tout, je voudrais souligner et remercier l'action de la protection civile et des pompiers en France : **c'est l'une des meilleures au monde, par sa compétence, son expérience et son efficacité**. Mais cette efficacité exemplaire n'est pas sans limites, si les moyens humains et matériels restent les mêmes alors qu'il y a toujours **plus de surfaces à surveiller et protéger**.

Jusqu'à aujourd'hui, les régions les plus touchées par les incendies de forêt se trouvaient dans le Sud-Est et en Corse comme dans le Sud-Ouest. Deux incendies sur trois se produisent en Méditerranée. **La zone touchée par les incendies s'est maintenant élargie vers le Nord-Ouest (Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de Loire et même Bretagne)**. En 2050, la moitié des forêts métropolitaines seront soumises au risque incendie élevé. À titre de comparaison, aujourd'hui c'est 1 commune sur 5 en France métropolitaine qui peut être concernée.

Dans les zones déjà touchées, les risques d'incendies pourraient s'étendre à la moyenne montagne. Il est également probable que la saison des incendies de forêt s'allonge dans l'année, passant ainsi de 3 mois actuellement à 6 mois dans un avenir proche. 4 663 : c'est le nombre moyen de feux de forêt en France chaque année sur la période 1980-2018. En 2019, 15 000 hectares de forêts ont été brûlés ().*

Si nous continuons à fermer les yeux devant les changements climatiques et leurs conséquences catastrophiques, nous allons devenir des spectateurs suicidaires, parce que nous sommes en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis. **Chaque année, c'est entre 300 à 400 millions d'hectares de forêts ou de végétaux partent en fumées sur notre planète (*)**.

Regarder ailleurs qu'en France peut nous aider à nous réveiller et à mieux agir. En 2020, en Californie, 1,6 million d'hectares ont été brûlés, **soit le double du nombre d'hectares brûlés en 2018**, sans parler de l'Australie et de nombreux pays méditerranéens. **La fréquence et l'intensité de ces feux devraient nous alerter**. La Californie est l'un des États les plus riches et les plus peuplés des Etats-Unis avec environ 40 millions d'habitants.

Alors que nous ne sommes que le 17 juillet 2022, **plus de 30 000 hectares sont déjà partis en fumée**, presque le chiffre de toute l'année 2021. Le constat est triste : **trois fois plus de forêts ont brûlé cette année qu'en 2020**. En Gironde, ce chiffre se porte à 10 000 hectares et plus de 14 100 personnes ont dû être évacuées. Cela nous a montré que nous sommes encore bien protégés. **Mais les ressources humaines et matérielles de lutte contre les incendies forestiers atteindront rapidement leur capacité limite**. En 2020, les sapeurs-pompiers ont dû faire face à 282 800 incendies, **dont 3 200 incendies de forêts, qui ont brûlé 17 400 Ha**.¹ Dans ce domaine, le manque de jeunes volontaires fait défaut, comme d'ailleurs dans de nombreuses professions du service public : il convient de s'en inquiéter rapidement.

Cela nous alerte car pendant les périodes de canicules, de sécheresses, comme c'est le cas actuellement, **nous pourrions avoir plusieurs incendies de ce type en même temps et dans des lieux éloignés**. Notre capacité serait

¹ Sapeurs-pompiers de France : [Chiffres clés](#).

alors totalement dépassée, à cause de manque de matériel et de ressources humaines. Dans les Bouches-du-Rhône, les pompiers se préparent à vivre une « saison en enfer » comme ils le disent déjà !

Les variables de propagation d'un feu sont assez connues : force et direction du vent, température, humidité (par exemple, la canicule favorise un air plus sec), sécheresse, type de végétation...

Les vagues de chaleur, les sécheresses, les canicules, feront accroître le nombre de feux, certains au même moment, certains avec une plus grande intensité.

Compter sur la solidarité internationale est possible. Mais comme vous le savez, **le sud de l'Europe est lui-même touché par les incendies (Portugal, Espagne, Grèce...)** : il sera difficile aux autres pays de fournir des aides à la France si eux-mêmes luttent déjà contre leurs propres incendies.

Nous devons agir vite, nous préparer et nous adapter aux changements climatiques, mais **les meilleures solutions, les plus efficaces et les plus durables, nécessitent beaucoup de temps pour fournir les résultats escomptés**. Il faut donc rapidement une nouvelle politique d'aménagement et d'entretien des forêts.

Les incendies sont essentiellement d'origine humaine

Aujourd'hui, neuf feux sur dix sont d'origine humaine : malveillance, pyromanes, manque de civisme (mégots de cigarettes, barbecues, poubelles, incendies de véhicules...). Une réponse efficace, pourrait être l'éducation et la sensibilisation de tous.

De plus, la grande majorité des départs de feux se fait dans les zones proches des autoroutes, des lignes électriques et de chemin de fer, des chantiers de BTP, mais aussi d'activités agricoles, ou par des ruptures des câbles électriques... Une réponse possible est de mieux surveiller, régler, mettre en place des mesures préventives et donner des moyens supplémentaires à l'ONF (**) tout particulièrement.

En France, la foudre, cause naturelle de départs de feu, concerne en moyenne moins de 10% d'entre eux.

Quelques propositions et réflexions

Devant ces menaces, à nous de regarder en face « **les points faibles** » de la lutte contre les incendies. Voici quelques propositions et commentaires :

Des permis de construire à revoir

Malgré les lanceurs d'alerte et les informations, je suis indigné **de voir que certains politiques continuent à donner des permis de construire, souvent par complaisance**. Les permis de construire aux abords ou dans nos forêts mettent non seulement en danger la forêt elle-même, avec ses animaux et sa biodiversité, mais également la vie et les biens de ses habitants. On constate des pratiques similaires au sujet des inondations, avec de nombreux permis de construire laxistes.

Pour un territoire avec de grands risques d'incendies ou d'inondations, désormais, il faut redoubler de vigilance sur la validation des permis de construire. Mais souvent, la pression d'intérêts fonciers liée à des projets d'urbanisme, la pression touristique et/ou économique sont là pour infléchir les responsables et les taxes associées pour le développement d'une commune par exemple.

Pour les milliers de permis de construire déjà existants trop laxistes et qui présentent actuellement un risque ou danger important pour les habitants, désormais, il faudrait agir préventivement. Je suggère de faire une enquête nationale, notamment sur la question des incendies et inondations. Une des premières missions pourrait être de cartographier les points noirs, ou que chaque village, chaque ville, répertorient ses anomalies. Cela existe pour toutes les communes (**DICRIM**²) mais ne fait pas l'objet de recommandations claires même pour les riverains. L'État doit aussi prévoir d'indemniser ou d'exproprier les habitants, **si le risque ou le danger sont trop importants**. Il s'agit là d'une nécessité : ne pas le faire serait de la non-assistance à personne en danger. Pour sauver des vies, **nous devons aussi réparer les erreurs du passé**.

La vie humaine est prioritaire : il faut concentrer les efforts sur un village, sur un camping, sur une maison ou sur une industrie Seveso (effet domino), qui se trouvent menacés par un incendie. Agissons donc, pour des permis de construire plus respectueux du bien être des habitants, sans oublier la forêt, sa biodiversité et ses animaux qui nous est si nécessaire.

Mieux gérer les massifs forestiers

De mon point de vue, **la priorité est de mieux gérer les massifs forestiers**. Cette gestion doit désormais tenir compte des changements climatiques, des sécheresses et des canicules.

Évidemment, je suis pour la protection des forêts vierges (pour celles qui restent !), où il ne devrait y avoir aucune activité humaine, pour laisser vivre librement la biodiversité, dont la flore et la faune, qui sont les bases de notre survie. Je suis aussi pour la protection des espaces que l'Homme se partage avec la nature, et ils sont majoritaires en France métropolitaine et dans les DOM-TOM : **nous devrions gérer ces espaces autrement**, pour mieux les protéger et pour mieux nous protéger.

Par exemple, dans certaines régions du Sud-Ouest, la gestion de la forêt a connu de nombreuses avancées, notamment avec une réduction du nombre d'hectares brûlés par rapport au nombre de dépôts de feu. Sans trop développer, je peux citer par exemple : la mise en place de chemins d'accès, de points d'eau, les routes coupe-feu, la gestion du type de végétation, ou encore les systèmes d'alerte mais on voit bien que c'est encore insuffisant. *Plus d'information : [Gouvernance de la filière forestière et gestion des risques Incendie](#)*

Mieux éduquer et sensibiliser à la culture du risque

La priorité selon nous est de sensibiliser les enfants des écoles, des collèges, des lycées, qui à leur tour sensibiliseront leurs parents. En peu de temps, c'est la moitié de la France qui sera sensibilisée à la culture du risque incendie et inondation...

Plus de 50% des dépôts de feux pourraient être évités en appliquant les bons gestes au quotidien.

L'éducation et la sensibilisation sont souvent le parent pauvre des politiques : bien qu'elles soient le moyen le plus efficace, elles bénéficient trop souvent de budgets à minima.

Je travaille bénévolement depuis 25 ans dans ce domaine. Je suis le fondateur de la **Fédération L'Air et Moi**, et nous avons réussi à sensibiliser **plus d'un million d'enfants à la qualité de l'air**, avec des contenus traduits en 15 langues. C'est grâce notamment à une équipe de jeunes de conviction composée d'emplois aidés (par l'État), de volontaires en Service Civique (indemnisés majoritairement par l'État), mais aussi de stagiaires, de bénévoles et de salariés.

Les adultes, comme les responsables de collectivités, comme les soignants de première ligne, pourraient être concernés par **les formations aux risques** et devraient être prioritaires, notamment sur les gestes ou procédures, pour intervenir face au danger. **Il est également indispensable de former les politiques sur le changement climatique et le risque incendie**. Certains sont aussi des décideurs de l'aménagement territorial, avec parfois la charge de l'aménagement et de la gestion des forêts.

Une politique peu affirmée face au dérèglement climatique et finalement une surprise opportune.

Le dérèglement climatique est un problème mondial, dans lequel la France a un rôle important à jouer. La COP21 à Paris a été une prise de position exemplaire, où un nombre historique de responsables de notre planète ont participé, et se sont engagés à agir. **Malheureusement, les promesses n'ont pas été tenues**. Aujourd'hui, les experts sont unanimes sur les dangers pour notre l'Humanité. La France doit s'engager, à la COP27, en Égypte en novembre 2022, et **faire des propositions concrètes pour la transition écologique**.

L'association NegaWatt, **depuis plus de 20 ans**, propose en France, avec un groupe d'experts, une démarche sur **la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables**. Je vous invite à découvrir les éléments-clés du [Scénario négaWatt 2022](#) !

Dans l'allocution du Président de la République du 14 juillet, est énoncée la mise en place de « **la sobriété énergétique** ». La principale raison de cette orientation est évidemment la guerre en Ukraine, avec la menace d'un manque d'énergie en Europe et en France. Ce fut une surprise que cette mesure salutaire et si attendue soit prise, car elle **sera efficace contre le dérèglement climatique**.

Qui peut être contre une telle mesure ? Que vous soyez pour ou contre le nucléaire, que vous soyez de gauche, du centre ou de droite, pour ou contre Emmanuel Macron, **cette mesure est nécessaire pour notre planète**. Nous allons commencer par réduire **les gaspillages énergétiques** dans les pays riches, notamment, et nous avons la possibilité **d'habituer la société à une consommation énergétique plus sobre et plus solidaire**. Cette démarche pourrait devenir mondiale. Ainsi, **dans chaque pays**, chaque industrie, chaque entreprise, chaque collectivité et chaque personne doivent y participer.

Pour moi, la priorité est de **sensibiliser les enfants et les jeunes à la sobriété énergétique** tout comme à la prise de conscience du changement climatique. En même temps, **l'État peut inciter et accompagner les entreprises, les industries et les collectivités à participer** à cet élan et à donner l'exemple.

La sobriété ne signifie pas le retour à la bougie. La sobriété, c'est réduire en premier les gaspillages, ce qui induit à la fois moins de gaz à effet de serre (GES) **en abaissant nos besoins en énergies fossiles**, mais aussi **une réduction de la facture d'énergie des Français**. C'est enfin un acte de solidarité internationale, vis-à-vis des pays en voie de développement, plus particulièrement de ceux qui sont en bordure littorale, de ceux qui souffrent directement des conséquences du changement climatique.

Divers

Il serait trop long de continuer à détailler d'autres sujets liés à l'objectif de cette lettre ouverte, je vais donc me limiter à énoncer ceux que je trouve importants afin de mieux nous informer sur les incendies :

- Les conséquences de la pollution de l'air due aux incendies sur notre santé tout comme la pollution de l'eau par les cendres dégagées.
- Le rôle de régulation du régime hydrique, un amoindrissement de l'épuration de l'air ainsi que du stockage du carbone.
- Le plan de Prévention des Risques Incendies de Forêts (PPRIF), mène à une politique pour intégrer le risque dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme.
- Une meilleure évaluation des pertes économiques et touristiques, dues en particulier aux incendies de forêts.
- Nécessité de renforcer les exercices de simulation, de mise en situations fictives pour renforcer les procédures et les gestes préventifs notamment dans les villages dans, ou, à proximité de forêts.
- Mettre en application le Plan national d'adaptation au changement climatique qui fait de la prévention de l'incendie un axe fort
- Développer des actes d'achats éco-responsables dans nos importations qui réduiraient les transports et donc les GES...

Prévenir coûte souvent beaucoup moins cher et est plus judicieux qu'agir dans l'urgence.

Je serais très reconnaissant que ma lettre puisse trouver auprès de vous une lecture attentive et vous en remercie d'avance, tout en restant à votre écoute.

Bien cordialement,

Victor Hugo Espinosa

Président d'Ecoforum et Fondateur de la Fédération L'Air et Moi

Lettre ouverte aux députés (9/08/2017) : [vidéo « Les enfants interpellent les députés »](#) (4'24)

[Littoral, des permis de détruire ! Tribune libre Victor Hugo Espinosa](#) (Métro édition nationale – 10/03/2010)

[Chikunviaire : les leçons à tirer](#) – (Les Échos : le quotidien de l'économie – 07/03/2006)

[Réponse à la lettre ouverte, de Madame Brune POIRSON, Secrétaire d'État : Combat pour une meilleure qualité de l'air.](#)

() Quelques chiffres ont été pris du dossier presse : « [Feux de forêts : les prévenir et s'en protéger](#) » du ministère de la Transition écologique et solidaire, en juin 2020*

*(**) Selon l'ONF, la métropole compte 17 millions d'hectares de forêt, elle couvre un peu moins d'un tiers du territoire. Mais à mesure que les températures et les sécheresses augmentent, sa santé se dégrade. Pour les forestiers, la tâche face à ces évolutions climatiques est immense. Avec 190 essences d'arbres, la forêt française métropolitaine compte près de 75% des essences présentes en Europe. Agir pour la forêt c'est agir pour la planète, pour la France... La forêt a un rôle écologique, un rôle économique, un rôle de protection contre les risques naturels, et un rôle de loisirs et de ressourcement...*